

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

8^{me} ANNEE — N° 87

LE NUMERO :

7/20 Septembre 1970

0,50 F - 5 F. B.

LE TRAITÉ GERMANO-RUSSE : LA RUÉE VERS L'EST

Tous les observateurs ont célébré les promesses du pacte germano-soviétique nouvelle version et n'ont pas manqué de mettre en évidence la solennité qui a imprégné la cérémonie de signature. Ah que la « détente » est belle et si facile à mettre en marche ! André Fontaine, du "Monde", salue comme il convient la « dynamique de la paix » : « De même qu'il y a une dynamique de la guerre qui conduit à légitimer des crimes de plus en plus monstrueux, il existe, selon l'excellente expression de P. Coste, une "dynamique de la paix". C'est elle qui a englouti, dans la nuit de l'histoire, tant de conflits qui paraissent sur le moment, inexpiables. C'est d'elle, et d'elle seule, qu'on peut attendre, en Europe, la disparition du rideau de fer ».

Fort bien dit, à cette nuance près qu'il n'existe pas deux « dynamiques » opposées dont le choix dépendrait de la volonté des hommes d'Etat, mais une seule, celle du Capital. Elle est certes contradictoire, précisément parce que le pacifique développement de la production et l'extension du commerce international qu'il commande préparent sourdement mais inéluctablement ces guerres commerciales qui ne sont elles-mêmes que des préludes à la guerre tout court. Sous le règne du Capital, la « dynamique de la paix » se prolongera toujours par la « dynamique de la guerre », aussi longtemps qu'une victoire communiste dans la guerre des classes n'aura pas mis le point final à ce cercle vicieux.

L'ESSOR IRRESISTIBLE DU CAPITAL ALLEMAND

Ironie de l'histoire ! Le vaincu d'hier vient se recueillir sur la tombe du soldat russe inconnu, le pauvre moujik voit revenir l'« ennemi » d'hier, à la tête, il est vrai, non plus de « panzer-division », mais de sa formidable puissance industrielle et financière. Ce que l'accord officialise, ce n'est pas seulement le statu quo frontalier en Europe, mais surtout la percée du capitalisme allemand : la puissance de la Ruhr valait bien une accolade aux ex-revanchards et Brejnev, terme continuateur de la tradition diplomatique stalinienne, n'y a pas manqué.

Nous avons suffisamment montré que l'essor allemand est la conséquence directe de la deuxième guerre mondiale qui, par ses destructions, lui a redonné jeunesse et vitalité. Mais ce géant économique est menacé d'étouffement : il ne dispose d'aucune colonie ou semi-colonie et il a dû enlever ses marchés de haute lutte face à la concurrence impitoyable des U.S.A. La bourgeoisie allemande connaît le caractère précaire de cette situation ; les velléités protectionnistes du Sénat américain sont venues lui rappeler récemment le barrage qui s'oppose à son expansion vers l'Ouest. Dans l'Occident saturé de marchandises et de capitaux, l'ouverture du marché de l'Est est la seule solution provisoire pour l'énorme puissance productive germanique et son capital

financier agressif. En échange, certes, les Allemands abandonnent les « territoires de l'Est », donnés en présent à l'impérialisme russe pour sa participation à la croisade « anti-fasciste » ; mais la bourgeoisie ouest-allemande abandonne ainsi ce qu'elle ne possédait pas de toute façon pour voir s'entrouvrir devant elle l'immense marché du bloc oriental. « Le partage du monde étant achevé, un nouveau partage oblige à tendre la main vers n'importe quels territoires », disait Lénine. Il est vital pour l'impérialisme allemand de mettre la main sur de nouveaux marchés.

Le bloc oriental n'est du reste pas seulement un marché où l'Allemagne pourra déverser ses marchandises. C'est aussi un réservoir de main-d'œuvre. Malgré la présence sur son territoire de deux millions de prolétaires étrangers, l'industrie allemande manque de bras. Elle ne manquera pas de les trouver dans certains pays de l'Est, comme le dit « La vie française » du 31 juillet : « accords de sous-traitance, cessions de licences et de procédés de fabrication, implantations » et transferts de centres de production, dans lesquels il y a encore beaucoup à faire ; de modestes tentatives ont déjà été amorcées, surtout avec la Yougoslavie. » Et l'organe boursier ajoute : « Elles ont été, reconnaissons-le, des plus encourageantes » !

LE SOUS DEVELOPPEMENT RELATIF DE L'U.R.S.S.

Krouchtchev avait prédit que le « communisme » supplanterait le capitalisme dans la compétition économique en tirant argument des rythmes d'accumulation rapides de la Russie dans les années 50. Il est bien certain que le communisme n'a rien à faire dans cette galère, mais, de plus, l'économie soviétique s'est essouffée depuis, et surtout la productivité y reste très basse comparée à celle qui a été atteinte par les capitalistes occidentaux.

Pour s'en tenir à quelques renseignements récents, K. S. Karol, en deux articles parus dans "Le Monde" des 23 et 24 juillet, montre que « La modernisation des anciennes usines se solda rarement par le licenciement des ouvriers non spécialisés... Il y a, paraît-il des cas où la situation est encore pire et où la modernisation aboutit à l'augmentation du personnel. » Il ajoute : « Pendant la période d'industrialisation accélérée, les entreprises soviétiques compensaient l'insuffisance de la productivité par la multiplication de la main-d'œuvre non spécialisée. Or, malgré la modernisation des usines et les progrès de la productivité, la composition de la main-d'œuvre

ne semble pas avoir sensiblement évolué. »

Quant au prolétaire russe, s'il a supporté sans explosion de colère la dictature féroce du capital, c'est sans doute en partie à cause de ce niveau très bas de la productivité. Karol nous renseigne utilement sur son comportement : « L'indiscipline au travail cause, à elle seule, la perte de 72 millions de journées par an à l'économie soviétique ; l'absentéisme n'est même pas évalué dans les statistiques officielles pour ne pas causer d'alarme, et la productivité dans certaines industries est si basse que les travailleurs semblent pratiquer la technique du "go slow". Dans les campagnes, l'attitude des kolkhoziens ferait penser à une sorte de résistance passive. »

Les dirigeants soviétiques ont nettement conscience de ces tares et sont bien décidés, en bons gérants du capital national, à y porter remède. Mais ils savent aussi qu'ils avancent en terrain miné et que toute mesure trop brutale fera apparaître aux yeux du prolétariat la fiction du « socialisme dans un seul pays ». Aussi ont-ils agi jusqu'ici avec prudence. Aujourd'hui incapables de fournir le nécessaire à l'intérieur,

ils n'en doivent pas moins ajuster sans cesse leurs efforts dans la course aux armements. Mais il ne fait pas de doute que, malgré toutes les prudenances et les hésitations dans la politique de « libéralisation » économique, les réformes à venir s'efforceront de plier le prolétariat russe aux nécessités de la concurrence et

de la division internationale du travail.

Pour s'en convaincre, il suffirait de lire "La Marseillaise" du 20 août : « Que l'on nous autorise à licencier du personnel ; que l'on nous permette d'utiliser le même volume de salaire à notre convenance, nous sommes assurés d'accroître sensiblement la production. » En faisant ainsi parler les directeurs d'entreprise russe, le quotidien stalinien du Sud-Est cite des chiffres : « Au combinat chimique de Tchekino, le personnel a été réduit de 800 personnes (10 %), les salaires ont été globalement augmentés de 12,7 %, la productivité a augmenté de 22 %. » Et ces messieurs de s'extasier sur les miracles de... l'exploitation capitaliste en Russie ! Bien entendu, ils s'empressent d'ajouter que les 800 malheureux laissés pour compte ont été « reclassés », mais il est bien évident que cela ne sera plus possible lorsque la course à la productivité s'accélérera et surtout deviendra générale. Nul doute qu'alors ces plumeux stigmatiseront la paresse des « houligans » (blousons noirs) et le manque de conscience socia-

liste des chômeurs professionnels.

"La Vie Française" du 21 août donne de son côté ces précisions sur l'économie russe : « Le nouveau plan quinquennal soviétique (1971 - 1975) prévoit des investissements industriels massifs et équivalant à 310 milliards de marks, en accroissement de 70 %. Toutefois, contrairement aux orientations des plans antérieurs, cet effort portera essentiellement sur la modernisation des structures industrielles de la Russie européenne. Mais pour ce bond en avant au cours des cinq années à venir, l'industrie soviétique a besoin d'une large assistance technologique. Comme Kossyguine l'a clairement laissé entendre à Willy Brandt, c'est la R.F.A. qui devra la fournir. » Et l'hebdomadaire ajoute, faisant parler un grand banquier rhénan : « Notre meilleur client étranger de machines-outils, c'est maintenant l'U.R.S.S. » ...Moscou attend notre aide technologique mais sur la base de très larges crédits : on parle déjà de 4 à 5 milliards de marks par an, pour une durée de vingt ans,

(Suite page 4)

L'opportunisme devant la Palestine

Dans les « libres opinions » du "Monde" (12 août), G. Mury dénonce comme un « nouveau complot international » le plan Rogers de cessez-le-feu au Proche-Orient, dont l'acceptation — dit-il — « est une catastrophe militaire pour les pays arabes ». G. Mury est catégorique : « Tant que l'Etat d'Israël campe sur une fraction quelconque du sol palestinien, donc tant qu'il existe, les Palestiniens sont des vaincus, des exilés, des sans-patrie ». Et il ajoute : « la seule solution réaliste est la résistance », d'ailleurs appuyée par « la Chine rouge et l'Albanie révolutionnaire » qui « soutiennent résolument les guérilleros ». En avant donc, avec M. Mury, pour la guerre sainte... révolutionnaire !

Le Proche-Orient est un de ces brûlots que le capitalisme, depuis le début du siècle, ne sait éteindre que dans les bains de sang de ses guerres mondiales. Dans ces nouveaux Balkans de l'impérialisme moderne, où races et nations, manipulées en sous-main par les grandes puissances, s'affrontent sans espoir de solution durable, on ne saurait, en l'état actuel du rapport mondial des forces entre les classes, définir un « camp » militaire ou politique dont les intérêts s'accorderaient à ceux du socialisme. Sans renversement de ce rapport de forces à l'échelle du globe, n'importe laquelle des causes en présence demeure vulnérable aux influences de l'impérialisme et capable même de lui servir de détonateur politique dans son troisième conflit mondial. L'opinion contraire, comme on va le voir, n'est soutenable qu'au mépris de la théorie marxiste et des expériences historiques définitives sur lesquelles elle se fonde.

C'est de l'indépendance de la Palestine qu'il s'agit, d'une revendication historiquement et socialement bourgeoise, donc. Elle se heurte à des obstacles externes (la domination des impérialismes rivaux mais cependant complices), et internes (l'étroitesse du développement économique et social local). Elle ne peut donc guère se réaliser qu'à la faveur d'un bouleversement radical des rapports entre bourgeoisies dominantes et bourgeoisies dominées, que seule une troisième guerre mondiale serait capable de réaliser.

G. Mury, quant à lui, s'en tient à cette formule semi-juridique qu'il nous faudra traduire en langage marxiste : « La nation palestinienne (après l'acceptation du plan Rogers, NdR) se voit refuser jusqu'au droit

d'exister ». Ce qui signifie qu'une bonne partie des « alliés » arabes de la Palestine lui refusent, pour la réalisation de son Etat national, une force qui lui serait doublement nécessaire. D'une part, en effet, la période de flottement international qui a permis la vague afro-asiatique d'indépendance, est close. D'autre part, la création de l'Etat palestinien, c'est la destruction de l'Etat d'Israël — Mury le dit très justement et avec netteté — autrement dit un véritable tremblement de terre politique au Proche-Orient.

Selon Mury, le plan Rogers sépare en quelque sorte, particulièrement au sein du monde arabe, « le parti de l'impérialisme et celui de la révolution ». Pour apprécier à sa juste valeur cette discrimination, il ne faut pas perdre de vue que toutes les indépendances nationales de la zone afro-asiatique — y compris même, pour une large part, celle de la Chine — ont vu le jour grâce aux rivalités entre impérialismes et

surtout au fait que les deux plus puissants, l'URSS et les Etats-Unis, avaient encore à se partager les dépouilles des autres. Cette vérité historique n'ôte rien au courage et à l'héroïsme des peuples de couleur insurgés contre les vieux colonialismes déçus, mais elle devrait rappeler aux enthousiastes partisans occidentaux des fedayin que ces qualités, dans l'histoire encore toute fraîche des indépendances afro-asiatiques, n'ont jamais suffi à la formation d'un Etat souverain. Il a toujours fallu, outre des bases nationales propres — potentiel économique, population, existence d'une tradition étatique, etc., qui, soit dit en passant, manquent totalement à la Palestine, — une sorte de consensus tacite de la part de l'impérialisme mondial.

On en trouve d'ailleurs une preuve non négligeable dans le fait que tous les Etats devenus indépendants dans cette portion du monde répondent à une condition primordiale, certes nullement consignée dans les textes, mais implicitement contenue dans une situation historique dont le prolétariat est absent en tant que force internationale organisée. Cette condition c'est l'intégration uniforme de tous ces Etats, non pas dans ce « camp de la révolution » dont G. Mury délimite témérairement les

(Suite page 4)

programme communiste

Revue théorique du Parti communiste international
Le numéro 48 - 49 vient de paraître

AU SOMMAIRE

- ◆ A bas la démocratie salariale et hiérarchique !
- ◆ L'opportunisme à l'épreuve des luttes
- ◆ Bilan politique du gauchisme
- ◆ Impérialisme et sous-développement
- ◆ Le Parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste
- ◆ Principaux résultats du Livre I du "Capital"
- ◆ Le stalinisme, cet anticommunisme
- ◆ Amadeo Bordiga : une vie exemplaire au service de la révolution

Le numéro : 7 F Commandes au "Prolétaire".

Le mensonge, arme ultime de l'opportunisme

En politique, pour être choqué par les contradictions, les mensonges et les malhonnêtetés flagrantes, il faut être doté d'une certaine foi en la valeur objective de la vérité, savoir que la fidélité aux principes conditionne la prévision des événements, donc la possibilité de les influencer. Cette conviction ne saurait subsister dans un parti dont la foi politique s'identifie toujours davantage à un crétinisme électoral identique à celui que peut inspirer n'importe quel parti de la démocratie bourgeoise.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que le cumul, par le P.C.F., d'attitudes odieuses qui vont du comportement flicard à l'égard des gauchistes jusqu'à la politique de l'autruche face à la « normalisation » tchécoslovaque ne provoque guère de remous profonds en son sein. A l'échelle collective, un tel parti peut se décomposer, mais non dégager quoi que ce soit de sain : il vit trop sur les informations étouffées, les faits déformés, l'histoire réécrite au gré des besoins du jour, en un mot sur le mensonge.

Les tartuffes qui le dirigent ne le savent que trop, qui l'utilisent comme leur dernière arme et qui, sans reculer devant les contradictions les plus flagrantes et les faux les plus insolents, utilisent leur influence sur la classe prolétarienne pour mener à terme leur tâche de liquidateurs de la force politique du prolétariat ; c'est-à-dire plier ce qui leur reste de troupes à une stratégie de soumission inconditionnée aux partis et hommes politiques devenus instruments de l'Etat bourgeois, laquais serviles de la dictature du capital. Sur le plan électoral, et sans que les refus opposés à leurs offres soient davantage honnêtes, ils n'en retirent plus guère de profit. Mais il est un résultat qu'ils atteignent à coup sûr : perpétuer les illusions réformistes des ouvriers, dissimuler le rôle véritable des sociaux-démocrates, promettre un avenir de paix internationale que démentent des événements sanglants en tous les points du globe.

Quelques passages d'une lettre de G. Marchais à Willy Brandt, pour réclamer la levée de l'interdiction du parti communiste d'Allemagne que nous tirons des extraits qu'en donne "Le Monde" du 11 août, montrent quelle foi son auteur témoigne dans les vertus persuasives du mensonge... à condition qu'il soit amplement répété.

Dans sa lettre, Marchais « s'étonne » que les milieux « revanchards et fascistes » de l'Allemagne de l'ouest puissent librement s'exprimer « alors que le parti communiste d'Allemagne, le parti de Thälmann qui joua un si grand rôle dans la résistance unitaire contre le fascisme, demeure interdit ».

Si nous soulignons les derniers termes de cette phrase, c'est parce qu'ils contiennent le premier faux de Marchais. Spéculant sur l'ignorance du militant de base (auquel on cache d'ailleurs bien d'autres choses plus connues et plus récentes) Marchais tait la vérité, c'est-à-dire l'in vraisemblable tactique tout autre « qu'unitaire » — imposée par Moscou au parti communiste d'Allemagne durant les années qui précéderent la venue au pouvoir d'Hitler.

A cette époque-là, il était encore possible d'y opposer une mobilisation de classe de tout le prolétariat allemand — communiste et non communiste — en une riposte frontale, non pas sur la perspective électorale d'union avec le social-démocrate adopté lors d'un « tournant » ultérieur, mais sur une lutte dirigée à la fois contre les deux ailes, « démocrate » et fasciste, du capitalisme allemand. Le centre moscovite de l'Internationale, au contraire, décréta, par la tactique dite du « social-fascisme » que le social-démocrate était l'ennemi n° 1 du prolétariat. Sous ses directives, le parti communiste d'Allemagne refusa d'organiser ensemble les deux fractions du prolétariat allemand, dont une partie, réduite au chômage et à la misère, était par ses soins lancée dans des agitations désespérées, tandis que l'autre, touchée moins directement par la crise, était abandonnée au contrôle défaitiste des socialistes maîtres des syndicats. Menant une action politique parallèle à celle des nazis (notamment lors du « plebiscite rouge » organisé par ces derniers), opposant à Hindenburg, au cours des élections présidentielles de 1933, non pas la grève générale, la lutte contre toutes les forces du capitalisme allemand (car Hindenburg élu

c'était Hitler au pouvoir), mais la candidature de Thälmann sur un programme d'intérêt national, le P.C. d'Allemagne, en fait, permit le triomphe légal des nazis, vainqueurs sans combat de la classe ouvrière démobilisée, joua exactement le rôle inverse de celui que Marchais lui assigne a posteriori. Mais ce rôle qu'il lui prête aujourd'hui est plus infâme encore que son rôle réel : « l'unité » recherchée aujourd'hui avec les socialistes fossoyeurs de toutes les insurrections passées et à venir du prolétariat est un asservissement total aux intérêts du capitalisme.

Marchais écrit encore à l'appui de sa requête qu'à l'époque où le parti communiste allemand fut interdit, en 1933, il « était frappé pour son action contre la remilitarisation et contre la restauration des monopoles capitalistes qui avaient fourni à Hitler les moyens de ses agressions ». C'est le second faux de Marchais. La « restauration des monopoles capitalistes », seule une révolution prolétarienne internationale aurait pu l'empêcher après la seconde guerre mondiale. Ce n'est pas en raison d'intentions subversives de ce genre que le P.C. était interdit en Allemagne de l'Ouest, mais parce qu'il était l'agent direct de l'Allemagne de l'Est pro-russe qui, tout autant que sa rivale pro-américaine, mettait sur pied, avec la collaboration d'anciens nazis comme von Paulus (ceux-là pas des « fascistes et revanchards » sans doute) un Etat capitaliste national. Le P.C. allemand de cette époque étant tout différent de celui d'avant guerre,

dont les membres avaient été exterminés dans les camps de concentration nazis, voire, comme Neuman, livrés à Hitler par Staline après le pacte germano-soviétique de 1939 !

D'autre part, troisième exemple de falsification, les gens qui sont allés négocier en U.R.S.S. les accords récents applaudis de tous côtés, y compris par les « communistes », ne sont-ils pas les agents de ces mêmes « monopoles capitalistes » restaurés ? L'U.R.S.S. d'aujourd'hui s'en accomode fort bien et elle leur laisse la part du lion comme le prouve le fait que dans les échanges commerciaux conclus au cours de cette « ruée vers l'Est » des capitaux et marchandises d'occident, c'est la R.F.A. qui occupe de loin la première place.

Le dernier faux politique de Marchais s'abrite derrière un étonnement candide : « Il ne nous paraît pas possible d'admettre que, dans un pays où existe depuis près d'un an un gouvernement à direction social-démocrate, l'interdiction du parti communiste puisse être maintenue ». Vraiment, messieurs les jésuites, ce serait donc la première fois qu'un gouvernement social-démocrate réprime des communistes ? Cela vous étonnerait tant que les héritiers de Noske et Scheideman redoutent des « communistes » aussi serviles et assagis soient-ils ?

Les sociaux-démocrates, disait Lénine, fournissent à la bourgeoisie ses laquais, les plus fidèles et les plus sanglants. Comme tels ils interdisent, poursuivent, mitraillent les révolutionnaires. Il faut choisir : ou le P.C. allemand est le parti de classe du prolétariat et il est logique que les chiens de garde du capital le persécutent, ou il est accepté, admis parce qu'il n'est pas ce parti de classe. Que M. Marchais prenne patience : tout espoir de succès de son plaidoyer n'est pas perdu, puisque c'est la seconde hypothèse qui est la vraie.

Syndicats patronaux contre Syndicats opportunistes

La C.F.T. (Confédération Française du Travail) veut que lui soit reconnu son caractère représentatif, c'est-à-dire la possibilité pour les syndicats « maison », « indépendants » ou plus simplement patronaux de se joindre au cœur des organisations syndicales « représentatives », C.G.T., C.F.D.T. et autres F.O.

Naturellement, la direction de la C.G.T. s'inquiète de la concurrence qui lui serait ainsi faite, et avertit la bourgeoisie que si elle commet la maladresse de hisser la C.F.T. au rang d'organisation syndicale « sérieuse », c'est l'équilibre social, c'est-à-dire la tranquillité de l'exploitation capitaliste, qui sera menacé. Fidèles à leur rôle de chiens de garde du capital au sein de la classe ouvrière, les bonzes cégétistes avertissent le gouvernement du risque qu'il court à affaiblir ses meilleurs serviteurs, en l'occurrence la C.G.T. elle-même !

André Berteloot, du bureau confédéral de la C.G.T., déclare : « Les » bonnes grâces que M. Chaban-Delmas se ménagerait ainsi du côté » des ultras de l'U.D.R. risqueraient fort d'être chèrement payées par » la détérioration des rapports qu'il souhaite entretenir avec ses prin- » cipaux partenaires sociaux, car ce n'est évidemment pas sur la » C.F.T. qu'il pourrait compter pour rétablir l'équilibre et apporter un » avis autorisé sur ce que pense la classe ouvrière ». Tout cela est parfaitement exact : la C.G.T. joue le rôle d'un intermédiaire entre la classe ouvrière et la bourgeoisie et elle seule peut rétablir, au profit de cette dernière, l'équilibre que la lutte prolétarienne menace de détruire ! L'expérience de la Fiat en Italie est significative à cet égard : le patronat qui y avait créé un syndicat maison pour faire pièce à la C.G.I.L. s'en repent bien aujourd'hui devant les grèves sauvages que « son » syndicat est incapable de contrôler.

Les opportunistes doivent leur position ambiguë à l'audience qu'ils conservent dans le prolétariat, audience à laquelle un syndicat ouvertement patronal ou étatique ne pourrait prétendre, si ce n'est dans la période suivant une répression armée contre un soulèvement vaincu du prolétariat. Aujourd'hui, l'opportunisme joue encore parfaitement son rôle au service de la bourgeoisie en défendant en apparence les intérêts immédiats de la classe ouvrière pour mieux trahir en réalité et ses intérêts immédiats et ses intérêts à long terme, c'est-à-dire la préparation révolutionnaire. L'heure n'est donc encore ni aux syndicats-maison ni aux syndicats d'Etat et le gouvernement est assez bien informé pour subventionner ceux qui jouent le principal rôle de frein de la reprise révolutionnaire : la racaille stalinienne qui tient fermement en main la C.G.T.

REUNION DE LECTEURS A PARIS

Le vendredi 2 octobre, à 20 h 45, à la Rédaction du "Prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), 5^{me}, Métro Gobelins.

LE MARXISME EST AUSSI LA SCIENCE DE LA REVOLUTION

(Le présent journal tient lieu d'invitation)

puis, le vendredi 6 novembre :

La révolution chinoise entre 1921 et 1927

RETOUR DE FLAMMES AU LIMBOURG

Lorsque la grève des mineurs limbourgeois prit fin (voir le "prolétaire" n. 77 du mois de mars), le comité permanent de grève décida qu'il recommencerait son action durant le mois de juin. Par ailleurs, à la reprise du travail on avait mis sur pied un groupe de travail chargé de faire une étude sur la différence de salaire entre les mineurs et les autres industries. Le résultat de cette enquête devait être publié le 1^{er} juin, c'est-à-dire qu'il a fallu plus de trois mois pour calculer cette différence (peut-être que dans ce cas les ordinateurs vont trop vite et qu'il est préférable d'utiliser les bouliers compteurs).

Toujours est-il que, ne voyant rien venir, le comité permanent de grève demande aux mineurs de se mettre en grève dès le mardi 2 juin. Les deux syndicats (socialiste et chrétien) se limiteront à déposer un préavis de grève (d'une semaine).

Le ministre socialiste du Travail, Major (ex-secrétaire général du syndicat socialiste ; voir "le prolétaire", n° 30, de mars 1966 pour avoir plus de détail au sujet de ce fumier), refuse de fournir les résultats de cette enquête, prétextant que ceux-ci ne peuvent être donnés qu'à la Commission nationale mixte des mines le jeudi 4 juin. Cette fois-ci, les syndicats poursuivront une autre tactique pour saboter le mouvement et malgré le préavis, ils se trouveront à nouveau devant un état de fait et ils suivront le mouvement à contre-cœur.

Comme d'habitude, la radio commence par dire que la grève n'est pas suivie alors qu'elle est effective à 100 % sauf dans les puits de Beringen et Eidsen. Les syndicats ont même distribué des tracts aux mineurs leur demandant de ne pas partir de manière inconsidérée en grève ! Peu après, voyant ce qui se passe, la F.G.T.B. déclare que « tenant compte de la situation de fait elle estime superflu et sans fondement de déposer encore un préavis de grève » (idem pour les chrétiens). Ne trouvez-vous pas que ces syndicats sont vraiment bons ?

Ainsi, malgré l'échec de la grève du début de l'année, la combativité de ce prolétariat est toujours aussi forte et n'ayant pu faire échouer le mouvement les bureaucrates syndicaux essaieront de l'endiguer, quitte à lui tordre le cou plus tard. Ils n'utiliseront plus la même tactique qu'au début de l'année, et ils suivront les gueules noires. Ils arriveront à faire passer la grève dans « l'ordre » et « le calme », ce qui sera déjà un tour de force, mais ils n'arriveront pas à continuer à faire travailler les mines d'Eidsen. Lors de la réunion, le jeudi 4 juin, la Commission nationale mixte des mines est obligée de reconnaître que la différence de salaire des mineurs par rapport aux autres industries est de 10 % (cela les prolétaires l'avaient bien senti avant leurs longs calculs).

Du même coup, le gouvernement autorise la liberté des prix à l'industrie charbonnière pour payer ces augmentations. Le cynisme va plus loin, l'augmentation se fera en deux tranches : 7 % à partir du 1^{er} juin et les 3 % restants à partir du 1^{er} septembre ! Pourquoi le gouvernement a-t-il autorisé une pareille hausse et pas auparavant ? Pour la bonne raison que pour le moment il y a pénurie de fines à coke (ce que l'on trouve dans le bassin limbourgeois) et que l'Allemagne avait libéré ses prix depuis belle lurette. Cette augmentation de salaire sera valable pour toute l'industrie charbonnière de Belgique.

Il faut se souvenir que les mineurs wallons ne partiront pas en grève en partie à cause des syndicats, mais surtout à cause de toutes les défaites que l'opportu-

nisme leur a fait endurer durant des décennies, tandis que le prolétariat limbourgeois est plus vierge. Avant de se prononcer sur cet accord, les syndicats disaient qu'ils « doivent consulter leurs mandants, avant de donner leur accord » : on ne sait jamais...

D'autre part le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre des Affaires économiques (encore un socialiste, c'est curieux ils se trouvent toujours à la bonne place) a décidé de limiter les subsides à l'industrie charbonnière à 4.675 millions de FB en 1970 et étant entendu que si la production diminue, la diminution des subsides sera proportionnelle à celle-ci. D'autre part si les patrons charbonniers vendent leurs biens industriels ils seront obligés de réinvestir dans la région où l'opération a été faite. Comme on le voit, pour le moment le marché est favorable et les patrons arriveront assez facilement à payer cette augmentation. Mais en cas de coup dur ? Il est certain que cette victoire des mineurs limbourgeois sera vite grignotée. C'est sur ces faits que les mineurs reprendront le travail après une semaine environ de grève.

De cette grève il faut remarquer la grande combativité des mineurs limbourgeois qui, malgré la défaite de la grève du début de l'an sont repartis en grève et ont obtenu 10 % en plus des 15 % (mais ces derniers étaient échelonnés sur une plus grande plage de temps). Les prolétaires pourront en tirer quelques enseignements, spécialement en ce qui regarde les syndicats inféodés à l'Etat capitaliste.

Comme conclusion nous recopions un chapitre de ce que l'on trouvait avant la guerre comme préambule dans un carnet de membre d'un syndicat : « Quelles que soient les formes réalisées par l'action » quotidienne des travailleurs, » les améliorations seront peu » sensibles ou inexistantes aussi » longtemps que le système actuel de production subsistera. » C'est de lui que naissent » toutes les misères qui affligent l'ensemble de l'humanité ; » c'est de lui que naît l'exploitation et l'assujettissement des » masses laborieuses.

« C'est le capitalisme qui engendre la lutte de l'homme » contre l'homme, des peuples » contre les peuples.

« C'est le capitalisme qui engendre le Paupérisme avec toutes ses conséquences.

« C'est le capitalisme qui engendre le militarisme, la paix armée et les guerres sanglantes.

« C'est le capitalisme qu'il faut détruire.

« C'est seulement alors que la lutte des classes cessera, que l'asservissement de l'homme par l'homme prendra fin ainsi que l'exploitation et les interminables plaintes.

« Tous les hommes, égaux en droits et en devoirs, formeront » alors une société, image fidèle » de leurs forces et capacités, et » recevront d'elle selon leurs besoins. »

Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste international :

il programma comunista journal bi-mensuel

et

il sindacato rosso mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au "prolétaire"

Pour faire le point sur la "question chinoise"

(Pour lire le début de cette étude, voir les numéros 82, 84 et 86 du "prolétaire").

Les thèses de Staline sur la question chinoise

En complète rupture avec les thèses du II^{ème} congrès de l'Internationale communiste sur la question nationale et coloniale, Staline décréta que la bourgeoisie nationale chinoise avait une nature révolutionnaire. Il prétendait en effet que « la domination de l'impérialisme mondial faisait de la bourgeoisie chinoise une classe plus révolutionnaire que ne l'avait été la bourgeoisie russe en 1917. » Par conséquent, « une révolution prolétarienne en Chine était impossible et le prolétariat devait laisser la direction du mouvement national à la bourgeoisie. » La bourgeoisie aurait mené à son terme la lutte de libération à l'égard de l'impérialisme et la lutte pour l'unification du pays contre les « seigneurs de la guerre ». Pour toute cette période, le prolétariat et le parti communiste chinois ne devaient donc remplir aucun rôle indépendant, mais se limiter à appuyer le mouvement national bourgeois. Une fois acquises l'indépendance et l'unification du pays, la révolution serait passée à la phase de la réforme agraire, toujours sous l'impulsion de la bourgeoisie « anti-impérialiste ». Celle-ci achevée, la phase « socialiste » se serait ouverte enfin et le prolétariat aurait pu agir comme classe et engager la lutte contre la bourgeoisie pour instaurer son pouvoir.

Les thèses de Staline n'avaient plus rien de commun avec la perspective marxiste et rabaisaient la classe ouvrière au rôle d'une masse de manoeuvre soumise à la bourgeoisie. Pour tenter de les justifier, et en particulier pour « démontrer » la prétendue capacité de la bourgeoisie de mobiliser les masses paysannes, on inventa la fable du « féodalisme chinois », on prétendit qu'en Chine, comme dans l'Europe du XVIII^{ème} siècle, la terre était propriété inaliénable de la noblesse et du clergé, et les paysans serfs de la glèbe. C'est un fait que la bourgeoisie européenne du XVIII^{ème} siècle a pu jouer un rôle révolutionnaire anti-féodal en s'appuyant précisément sur les masses paysannes aspirant à la propriété de la terre ; les terres étant aux mains de la noblesse, la bourgeoisie pouvait encourager un mouvement de partage du patrimoine foncier de la noblesse qui, dans un premier temps, aurait certes favorisé la paysannerie, mais devait, à plus long terme, par le jeu de facteurs purement économiques (libre commerce de la terre et endettement croissant de la petite paysannerie), concentrer la

La situation de la Chine

capacité à se maintenir à la tête du mouvement des masses et à remplir les tâches historiques de sa propre révolution. L'opposition de la bourgeoisie aux « seigneurs de la guerre » était donc fort limitée puisqu'elle se trouvait étroitement liée à eux par la fonction répressive qu'ils assumaient. En 1911, Sun Yat-sen leur avait abandonné le pouvoir ; en 1913, Lénine écrivait à ce propos : « Les révolutions de l'Asie ont montré la même absence de caractère et la même bassesse du libéralisme, la même importance exclusive d'une indépendance des masses démocratiques, la même délimitation précise entre le prolétariat et toute la bourgeoisie. » (« Les destinées historiques et la doctrine de K. Marx »).

Le Kuomintang, ou « parti du peuple », représentait la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie, leurs aspirations nationalistes et anti-impérialistes. Il n'avait aucune influence sur les ouvriers et les paysans pauvres qui dès le début de leur lutte, se trouvèrent sous la direction

du Parti communiste. Ses possibilités d'action étaient donc étroitement limitées et subordonnées à sa capacité de plier le P.C.C. à ses propres directives. En 1922, Sun Yat-sen refusa le front unique entre les deux partis que lui offrait l'Internationale communiste : pour le Kuomintang, les communistes ne pouvaient être que des subordonnés, jamais des alliés. Cela éclaira la position de la bourgeoisie chinoise à l'égard du mouvement prolétarien et paysan : elle voulait seulement

se servir de lui, sans rien risquer et sans rien lui concéder. Elle ne voulait agir contre l'impérialisme qu'à la condition de s'être intégralement soumis les ouvriers et les paysans ; elle était prête par contre à marcher aux côtés de l'impérialisme contre ces derniers. Seule la contre-révolution triomphante en Russie et dans le monde pouvait soumettre le prolétariat chinois à sa bourgeoisie, — et c'est bien ce que fit le stalinisme à partir de 1923.

se servir de lui, sans rien risquer et sans rien lui concéder. Elle ne voulait agir contre l'impérialisme qu'à la condition de s'être intégralement soumis les ouvriers et les paysans ; elle était prête par contre à marcher aux côtés de l'impérialisme contre ces derniers. Seule la contre-révolution triomphante en Russie et dans le monde pouvait soumettre le prolétariat chinois à sa bourgeoisie, — et c'est bien ce que fit le stalinisme à partir de 1923.

se servir de lui, sans rien risquer et sans rien lui concéder. Elle ne voulait agir contre l'impérialisme qu'à la condition de s'être intégralement soumis les ouvriers et les paysans ; elle était prête par contre à marcher aux côtés de l'impérialisme contre ces derniers. Seule la contre-révolution triomphante en Russie et dans le monde pouvait soumettre le prolétariat chinois à sa bourgeoisie, — et c'est bien ce que fit le stalinisme à partir de 1923.

se servir de lui, sans rien risquer et sans rien lui concéder. Elle ne voulait agir contre l'impérialisme qu'à la condition de s'être intégralement soumis les ouvriers et les paysans ; elle était prête par contre à marcher aux côtés de l'impérialisme contre ces derniers. Seule la contre-révolution triomphante en Russie et dans le monde pouvait soumettre le prolétariat chinois à sa bourgeoisie, — et c'est bien ce que fit le stalinisme à partir de 1923.

se servir de lui, sans rien risquer et sans rien lui concéder. Elle ne voulait agir contre l'impérialisme qu'à la condition de s'être intégralement soumis les ouvriers et les paysans ; elle était prête par contre à marcher aux côtés de l'impérialisme contre ces derniers. Seule la contre-révolution triomphante en Russie et dans le monde pouvait soumettre le prolétariat chinois à sa bourgeoisie, — et c'est bien ce que fit le stalinisme à partir de 1923.

se servir de lui, sans rien risquer et sans rien lui concéder. Elle ne voulait agir contre l'impérialisme qu'à la condition de s'être intégralement soumis les ouvriers et les paysans ; elle était prête par contre à marcher aux côtés de l'impérialisme contre ces derniers. Seule la contre-révolution triomphante en Russie et dans le monde pouvait soumettre le prolétariat chinois à sa bourgeoisie, — et c'est bien ce que fit le stalinisme à partir de 1923.

se servir de lui, sans rien risquer et sans rien lui concéder. Elle ne voulait agir contre l'impérialisme qu'à la condition de s'être intégralement soumis les ouvriers et les paysans ; elle était prête par contre à marcher aux côtés de l'impérialisme contre ces derniers. Seule la contre-révolution triomphante en Russie et dans le monde pouvait soumettre le prolétariat chinois à sa bourgeoisie, — et c'est bien ce que fit le stalinisme à partir de 1923.

1925-1927 : Progrès et défaite de la révolution prolétarienne

L'application des thèses staliniennes aboutissait à la soumission du jeune Parti communiste chinois au Kuomintang, le parti nationaliste bourgeois qui détenait le pouvoir à Canton. Et, de fait, le P.C.C. adhéra au Kuomintang en 1923, détruisant ainsi son organisation indépendante. Du reste, dès 1923 la diplomatie soviétique avait établi des rapports étroits avec le chef et théoricien de la bourgeoisie chinoise, le docteur Sun Yat-sen, et avait signé des accords commerciaux avec la Chine en répudiant les « traités inégaux ». Mais ce qui n'avait été qu'une attitude pratique normale de l'Etat russe à l'égard de l'Etat chinois, se transforma en une véritable alliance avec la bourgeoisie chinoise.

La rencontre du 26 janvier 1923 entre Joffé et Sun Yat-sen se termina sur une déclaration commune en forme de traité de paix :

« Le Dr Sun Yat-sen estime que ni l'organisation communiste, ni même le système des Soviets ne peuvent être actuellement introduits en Chine, parce que les conditions nécessaires au succès de l'établissement du communisme ou du soviétisme n'y existent pas. Cette opinion est entièrement partagée par M. Joffé qui est d'avis que le problème le plus important et le plus

se servir de lui, sans rien risquer et sans rien lui concéder. Elle ne voulait agir contre l'impérialisme qu'à la condition de s'être intégralement soumis les ouvriers et les paysans ; elle était prête par contre à marcher aux côtés de l'impérialisme contre ces derniers. Seule la contre-révolution triomphante en Russie et dans le monde pouvait soumettre le prolétariat chinois à sa bourgeoisie, — et c'est bien ce que fit le stalinisme à partir de 1923.

1925-1927 : Progrès et défaite de la révolution prolétarienne

L'application des thèses staliniennes aboutissait à la soumission du jeune Parti communiste chinois au Kuomintang, le parti nationaliste bourgeois qui détenait le pouvoir à Canton. Et, de fait, le P.C.C. adhéra au Kuomintang en 1923, détruisant ainsi son organisation indépendante. Du reste, dès 1923 la diplomatie soviétique avait établi des rapports étroits avec le chef et théoricien de la bourgeoisie chinoise, le docteur Sun Yat-sen, et avait signé des accords commerciaux avec la Chine en répudiant les « traités inégaux ». Mais ce qui n'avait été qu'une attitude pratique normale de l'Etat russe à l'égard de l'Etat chinois, se transforma en une véritable alliance avec la bourgeoisie chinoise.

se servir de lui, sans rien risquer et sans rien lui concéder. Elle ne voulait agir contre l'impérialisme qu'à la condition de s'être intégralement soumis les ouvriers et les paysans ; elle était prête par contre à marcher aux côtés de l'impérialisme contre ces derniers. Seule la contre-révolution triomphante en Russie et dans le monde pouvait soumettre le prolétariat chinois à sa bourgeoisie, — et c'est bien ce que fit le stalinisme à partir de 1923.

se servir de lui, sans rien risquer et sans rien lui concéder. Elle ne voulait agir contre l'impérialisme qu'à la condition de s'être intégralement soumis les ouvriers et les paysans ; elle était prête par contre à marcher aux côtés de l'impérialisme contre ces derniers. Seule la contre-révolution triomphante en Russie et dans le monde pouvait soumettre le prolétariat chinois à sa bourgeoisie, — et c'est bien ce que fit le stalinisme à partir de 1923.

se servir de lui, sans rien risquer et sans rien lui concéder. Elle ne voulait agir contre l'impérialisme qu'à la condition de s'être intégralement soumis les ouvriers et les paysans ; elle était prête par contre à marcher aux côtés de l'impérialisme contre ces derniers. Seule la contre-révolution triomphante en Russie et dans le monde pouvait soumettre le prolétariat chinois à sa bourgeoisie, — et c'est bien ce que fit le stalinisme à partir de 1923.

se servir de lui, sans rien risquer et sans rien lui concéder. Elle ne voulait agir contre l'impérialisme qu'à la condition de s'être intégralement soumis les ouvriers et les paysans ; elle était prête par contre à marcher aux côtés de l'impérialisme contre ces derniers. Seule la contre-révolution triomphante en Russie et dans le monde pouvait soumettre le prolétariat chinois à sa bourgeoisie, — et c'est bien ce que fit le stalinisme à partir de 1923.

Quelques ouvrages pour étudier la révolution chinoise

Outre nos publications de Parti recensées dans "Le Prolétaire" n° 82, nous indiquons au lecteur qui voudrait approfondir l'étude de la question chinoise quelques ouvrages fondamentaux actuellement disponibles en librairie :

— La plupart des articles de Marx et Engels dénonçant et saluant les effets de la pénétration impérialiste en Chine sont publiés dans le recueil "Marx-Engels - Textes sur le colonialisme", éditions en langues étrangères, Moscou.

— Les fondamentales thèses du deuxième Congrès de l'Internationale communiste sur la question nationale et coloniale sont publiées dans le recueil "Manifestes, thèses et résolutions des 4 premiers congrès mondiaux de l'I.C., 1919-1923" réédité en fac-similé par Aespéro, p. 57 à 60. Voir également le rapport de Lénine sur ces thèses : "Rapport de la commission nationale et coloniale", 26/7/1920, "Œuvres", Tome 31, p. 247 s. ; ainsi que sa "Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale", Juin 1920, "Œuvres", Tome 31, p. 145 s.

— Sur l'histoire de la révolution de 1924-1927, il faut conseiller la lecture du passionnant ouvrage d'Isaacs, "La tragédie de la Révolution chinoise, 1925-1927", Gallimard, 1967. Le fait que l'auteur soit devenu depuis un démocrate bon teint n'enlève rien son intérêt à un ouvrage très documenté, écrit presque sur le vif par un témoin — qui présente toutefois le défaut majeur, propre à l'historiographie trotskyste, d'attribuer à l'erreur, l'aveuglement ou la sottise d'individus, une tragédie dont la cause profonde réside dans l'abandon par l'Internationale des principes tactiques élémentaires du marxisme et dans la subordination des intérêts de la révolution internationale à ceux de l'Etat national russe.

— Un certain nombre de documents d'époque sont rassemblés dans le recueil intitulé "La question chinoise dans l'Internationale communiste", E.D.I., Paris, 1965 (en particulier textes de Staline, Boukharine et Trotsky, de l'I.C., et l'accablante "Lettre de Shanghai" envoyée à Moscou en mars 1927 par trois délégués de l'I.C. pour dénoncer la politique d'asservissement des masses prolétariennes à la bourgeoisie).

— Le second Tome de l'ouvrage de Trotsky "L'Internationale communiste après Lénine", Presses Universitaires de France, 1969, contient l'implacable critique faite par celui-ci de la tactique de l'I.C. dans la révolution chinoise.

PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS. — Les dimanches 13 et 27 septembre, de 10 h. à 12 h., et les samedis 19 septembre et 3 octobre, de 15 h. à 19 h., au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), métro Gobelins.

● A MARSEILLE. — Les samedis 12 et 26 septembre, de 15 h. à 19 h., au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

(à suivre)

L'opportunisme devant la Palestine

(Suite de la 1^{re} page)

frontières avec les piètres arguments que nous examinerons plus loin, mais dans celui de la « coexistence pacifique » avec les Etats impérialistes qui ont remplacé la contrainte barbare des baïonnettes par la tyrannie combien plus efficace des « aides économiques », des prêts de capitaux. Elle se traduit de diverses manières dans la politique intérieure répressive ou paternaliste des jeunes Etats afro-asiatiques, mais elle respecte toujours cette règle : défense au prolétariat de se manifester comme classe. Il suffirait, pour s'en convaincre, d'énumérer les pays où l'organisation de défense immédiate des ouvriers, le syndicat, est un simple appendice de l'Etat !

S'il est patent que sur le plan des rapports entre les classes - le seul qui nous intéresse - les Etats qui prennent fait et cause pour la Palestine, tout comme ceux qui s'inclinent devant le plan Rogers, appartiennent au même camp social que la bourgeoisie impérialiste d'Occident, comment donc étayer la thèse selon laquelle les pays arabes se partageraient en « révolutionnaires » et « complices de l'impérialisme » ? Que Mury nous cite seulement un seul d'entre eux qui n'ait pas réprimé des actions populaires ou mis ses « communistes » en prison ! Non seulement ce n'est pas le cas de l'Egypte de Nasser, dénoncée par Mury comme « télécommandée par Moscou », mais ce n'est pas davantage celui des pays qui ont la faveur de Mury, c'est-à-dire l'Algérie de

Boumedienne qui jure froidement toutes ses oppositions internes et la Syrie du Baas dont la venue au pouvoir baigne dans le sang « communiste ».

« On comprend - dit Mury - le sursaut de colère qui dresse (contre le plan Rogers, NdR) l'Algérie et le Yémen... deux pays qui ont chassé l'impérialisme à coups de fusil ». On ne comprend rien de tout lorsqu'on ne veut pas comprendre. Qui a vu, en Algérie, l'extraordinaire vague de chauvinisme déchaînée par la guerre des Six jours soit qu'elle fut avant tout, face au mécontentement interne et aux médiocres résultats des réformes, une solution de politique intérieure destinée, exactement à la manière nassérienne, à noyer les premières et embryonnaires expériences de classe des masses algériennes dans l'union nationale d'une guerre sainte forcenée.

Non seulement, en effet, le contenu économique de l'indépendance algérienne, comme prévisible, s'est avéré illusoire, mais encore les transformations sociales les plus élémentaires qu'on peut attendre d'une révolution bourgeoise - dans ce cas, la régression de l'obscurantisme religieux, la destruction de l'archaïque despotisme familial - n'ont pas été accomplies.

G. Mury n'en a cure, et nous savons très bien pourquoi. Dans la lignée de l'opportunisme stalinien, qui traitait avec les gouvernements bourgeois au moment même où ces derniers massacraient les communistes, sa stratégie politique se défi-

nit, non pas à l'échelle des rapports entre les classes, mais à celle des rapports entre Etats. Or rien d'autre que leur diplomatie du moment ne distingue ceux qu'il gratifie de l'adjectif « révolutionnaires » de ceux qu'il stigmatise comme « complices de l'impérialisme ». La précarité de cette délimitation, qui peut réserver quelques surprises si Bagdad et Damas venaient à leur tour à basculer dans l'autre camp, a pour pendant l'extrême pauvreté de l'analyse : Nasser aurait « choisi » l'impérialisme par peur de la révolution ; comme si ce « choix » n'était pas contenu, par définition, dans la nature sociale et historique de tous les Etats arabes ! Il faudrait tout de même s'entendre sur la voie à emprunter : ou celle du prolétariat, qui n'est possible que par élimination préalable de la bourgeoisie, ou celle de la bourgeoisie qui ne peut, plus jamais et nulle part, être révolutionnaire !

Pour Mury, une lutte de partisans, après la victoire israélienne dans la guerre des Six jours, aurait été encore possible, mais Nasser aurait reculé devant ses conséquences révolutionnaires : « Il aurait fallu armer les masses et par conséquent préférer l'avenir de la nation arabe à celui de la classe dirigeante. Nasser a préféré se jeter dans les bras de Kossyguine et de Brejnev plutôt que de remettre au peuple le pouvoir en même temps que le fusil ». L'erreur c'est ici de croire que « l'avenir de la nation arabe » et les intérêts de sa « classe dirigeante » sont fondamentalement contradictoires. C'est seulement dans les triviales « théories » stalino-populistes qu'on peut opposer nation à capitalisme, « L'avenir de la nation arabe », ce ne peut être que la réalisation d'un Etat unique de tous les peuples de langue et de culture islamiques, la perspective d'un développement capitaliste s'étendant sur un immense territoire à cheval sur deux continents. Que les bourgeoisies arabes, qui n'ont même pas eu l'envergure nécessaire à l'unification du Maghreb, pourtant beaucoup moins difficile, n'aient jamais envisagé cette tâche colossale autrement qu'en paroles, quel marxiste pourrait s'en étonner ? Mais cet Etat unique, ce développement moderne, c'est l'histoire et la géographie qui, bien avant le pauvre Nasser et la diplomatie mesquine des couches sociales qu'il représente, les ont refusés aux peuples arabes.

Aussi explosive soit-elle, la dialectique de toutes ces contradictions ne peut être tranchée que sur la lancée d'un soulèvement irrésistible du prolétariat international. Mais il faut ajouter tout de suite qu'un tel soulèvement aura mieux et plus à faire qu'à s'attarder à l'unification de la nation arabe : cette étape historique, progressive en ce sens qu'elle aurait implanté la lutte de classe moderne dans les pays qui la composent, n'en est pas moins dépassée lorsque l'objectif mondial de la dictature du prolétariat devient une réalité.

Si nous avons pris Mury comme cible, en évoquant de façon très lapidaire la question palestinienne et le Proche-Orient, c'est bien entendu en nous plaçant du point de vue du prolétariat international. Notre auteur, lui, ne s'en soucie guère ; pour lui, non seulement le salut des armes mais la lumière politique devant venir de l'Est, la tâche essentielle des révolutionnaires d'Occident consiste à soutenir l'indépendance palestinienne : « Les militants du Comité Palestine nationale en Belgique - écrit-il - ceux des comités Palestine et groupes de base en France savent que la guerre du peuple est invincible. »

A ces fanfaronnades naïves, nous opposerons le rappel des positions du mouvement communiste international à l'époque où il était une force véritable, armée d'un programme

cohérent, et se préoccupait de coordonner dans une même stratégie la lutte de classe du prolétariat des pays impérialistes et les révoltes, contre ce même impérialisme, de tous les peuples opprimés.

L'essentiel des conditions que la III^{ème} Internationale posait au soutien des luttes menées par les peuples de couleur qu'elle appelait à la révolte contre l'impérialisme, peut tenir dans les trois points suivants. L'Internationale communiste n'entendait appuyer que les mouvements de lutte armée, à l'exclusion des compromis et tractations diplomatiques auxquels se réduit souvent « l'anti-impérialisme » d'aujourd'hui. Elle affirmait indispensable, dans ces mouvements, l'organisation distincte et autonome du prolétariat, fût-il embryonnaire, alors qu'il est littéralement fondu dans les fronts nationaux actuels. A la différence des « fronts de libération » d'aujourd'hui, qui font de l'indépendance nationale leur but final, elle soulignait que cette indépendance ne pouvait constituer que le début de la lutte de classe moderne qui, elle, ne s'achève que par la dictature du prolétariat. En un mot, l'objectif de la III^{ème} Internationale était de hisser toutes les luttes sociales éclatant dans le monde au niveau de la revendication maximale du prolétariat.

Il est bien visible que la pratique actuelle reflète le mouvement exactement opposé. L'héroïsme souvent désespéré des luttes du Tiers-monde ne doit sa place de premier plan dans l'histoire de ces dernières années qu'à la défaite du communisme, du prolétariat, de la révolution. Lors de l'attaque frontale des centres vitaux de l'impérialisme par la révolution d'Octobre, la lutte périphérique des peuples colonisés aurait pu apporter un appui important. Mais cette lutte changea singulièrement de portée lorsque le prolétariat occidental fut mis hors de combat. Hier accélératrice de la révolution socialiste mondiale, sa force est aujourd'hui prisonnière de la conservation bourgeoise et du capitalisme. Hier les couches sociales privilégiées des pays afro-asiatiques se prosternaient devant leurs protecteurs impérialistes plutôt que de réaliser la moindre réforme sociale à l'intérieur de leurs frontières ; derrière la plus lointaine agitation paysanne se profilait en effet l'ombre gigantesque du prolétariat mondial. A cette époque, qui était pour la lutte armée était nécessairement pour la révolution mondiale. Aujourd'hui, tout est différent. Ces mêmes couches parasitaires, grâce aux cadavres de leurs prolétaires et paysans insurgés, gagnent leur place au soleil dans la société capitaliste. Comme critère révolutionnaire, la lutte armée ne suffit plus. En l'absence de coups directs portés au cœur des organes vitaux de l'impérialisme, elle tombe au service de « guerres de libération » qui, dans le meilleur des cas, lorsqu'elles affrontent réellement les armées du capital, ne le font que pour des causes nationales, donc, au profit d'un nouveau centre d'accumulation de ce même capital.

Ici, nous devinons l'objection d'un Mury : ce centre coordinateur de la lutte révolutionnaire dont nous nions l'existence, il le découvre, lui, dans la « relève » par la Chine populaire, des « révisionnistes » de Moscou. Il n'est pas même nécessaire de relever combien cet argument est incompatible avec l'histoire même de la Chine de Mao qui ne se heurte à la Russie que sur le terrain bourgeois des rivalités nationales. Pour faire justice des prétentions de la Chine à la direction de la révolution prolétarienne mondiale, il suffit de poser à son égard la question que lançaient déjà les communistes internationalistes à la Russie stalinienne : « La Chine au service de la révolution, ou le contraire ? » La réponse est toute contenue dans le choix opéré par Mury parmi les pays arabes : il n'est pas déterminé par la nature sociale réelle des Etats intéressés, mais par l'appui diplomatique ou militaire que la Chine peut en espérer.

Ces critiques, il serait indécent de les diriger contre ceux qui, à des milliers de kilomètres, n'ont d'autre choix que la lutte armée ou la misère et la déchéance les plus irrémédiables. Elles n'en doivent pas moins être répétées avec force ici, en Occident développé, où les mots d'ordre de cette lutte sont, depuis un siècle presque jour pour jour, synonymes de défaite du prolétariat,

et où, pourtant, un nouvel opportunisme voudrait les y propager simplement parce que dans l'Orient proche ou lointain, ils ont encore quelque décence historique. Contre le plan Rogers, Mury exalte la possibilité, en Palestine, de la « proclamation d'un Etat démocratique où tous les citoyens de toutes origines seraient égaux ». De cette affirmation toute gratuite, il ne reste, à l'usage des ouvriers d'Occident, que le mensonge démocratique et populaire dont ils ont été victimes par deux fois déjà. Selon qu'on les emploie dans la France archicapitaliste ou en Palestine sous-développée, les formules de « nation » et de « démocratie » peuvent avoir un contenu historique différent, mais c'est dans le sens de l'union sacrée de la guerre impérialiste que Mury les emploie ; « Nous autres, Résistants français - écrit-il - nous avons bien refusé la paix d'Hitler ». En matière d'opportunisme, un bel exemple de continuité : les « valeurs » au nom desquelles Mury choisit le « camp » de la Palestine sont rigoureusement les mêmes que celles qui le firent opter, contre l'impérialisme hitlérien, pour la coalition tout aussi impérialiste des « alliés ».

Il ne s'agit pas ici du sort personnel des transfuges du P.C.F. qui découvrent dans le maïsisme leur stalinisme de rechange, mais de la lutte contre l'embrigadement idéologique qui, hier sous le signe de l'anti-fascisme, aujourd'hui sous celui de l'anti-impérialisme tiersmondiste, peut fournir le prétexte du troisième conflit impérialiste mondial. Pas plus que le précédent, ce conflit ne respecterait, dans ses fronts militaires, les limites du front idéologique qui lui servirait de prétexte, mais il signifierait que le prolétariat, en optant à nouveau entre des régimes politiques et sociaux prétendument différents, accepterait de se sacrifier pour la troisième fois au maintien de la domination mondiale du capital. Les Mury et consorts y sont déjà prêts : « La seule solution réaliste (du problème palestinien, NdR) était celle de la résistance... elle ne peut hélas être atteinte qu'à travers les chemins douloureux de la guerre... entre l'impérialisme, le social-impérialisme, leurs vassaux et la libération nationale, il ne nous reste que le choix du camp ».

★

Si les rares révolutionnaires d'Occident, dans les conditions présentes, doivent honnêtement reconnaître leur pouvoir, dans l'immédiat, à peu près rien, pratiquement, à l'égard des misères sans espoir, des révoltes sans issue et des problèmes sans solution du Tiers-monde, au moins doivent-ils la vérité au prolétariat des pays développés dont la victoire conditionne la libération de toute l'humanité. Le retour du prolétariat à ses positions de classe implique la dénonciation sans appel de toute idéologie populaire, démocratique, nationale en tant que piège mortel pour la révolution, arme exclusive de la bourgeoisie.

A l'usage des exploités du Tiers-monde, cette dénonciation ne peut encore dépasser les limites d'une mise en garde : « Pas un homme, pas un sou pour l'un des deux camps impérialistes en présence », disions-nous lors de la guerre des Six jours. Nous pouvons y ajouter aujourd'hui : pas d'illusions sur les révoltes nationalistes qui surviennent lorsque le prolétariat comme classe est absent ; elles sont vouées à l'écrasement en cas de velléités subversives, happées par le jeu de l'impérialisme lorsqu'elles composent avec lui. Le seul allié possible des peuples du Tiers-monde n'est pas un Etat ou un groupe d'Etats, mais le prolétariat international dont le réveil révolutionnaire doit prévenir une troisième guerre impérialiste mondiale dont les fronts se préparent, encore une fois à l'abri des mots trompeurs de « libération » et d' « indépendance nationale ».

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »

1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P

La ruée vers l'Est

(Suite de la 1^{re} page)

» c'est-à-dire une centaine de milliards. » La Russie se présente donc bel et bien non seulement

LES NOUVEAUX KAUTSKYSTES

Pour la "Pravda", le traité a été signé « dans l'intérêt de la paix et de la sécurité », et Kanapa, dans l'"Humanité", y va de son couplet sur le succès « des forces de paix qui voient aujourd'hui reconnu le bien-fondé de leurs exigences ».

Dans "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", Lénine dénonçait ceux qui « exprimaient l'opinion que les cartels internationaux, une des expressions les plus accusées de l'internationalisation du capital, permettaient d'espérer que la paix régnerait entre les peuples en régime capitaliste. » Il dénonçait là les théories de Kautsky dont les disciples se recrutent aujourd'hui dans le mouvement stalinien et veulent faire accroire au prolétariat que la « coexistence pacifique » peut remplacer la concurrence et éviter les crises.

Lénine leur a répondu par avance : « Les cartels internationaux montrent à quel point se sont développés aujourd'hui les monopoles capitalistes, et quel est l'objet de la lutte entre les groupements capitalistes... Les formes de la lutte peuvent changer et changent constamment pour des raisons diverses, relativement temporaires et particulières, alors que l'essence de la lutte, son contenu de classe, ne saurait vraiment changer tant que les classes existent. On comprend qu'il soit de l'intérêt de la bourgeoisie allemande de camoufler le contenu de la lutte économique actuelle (le partage du monde) et de souligner tantôt l'une tantôt l'autre forme de cette lutte... Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur sclérotisme par-

comme un débouché pour les marchandises ouest-allemandes, mais encore et surtout pour ses capitaux.

» ticulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices. »

Pour nos modernes « anti-impérialistes », le traité germano-russe appèterait la paix en Europe. Avec Lénine, tous les communistes révolutionnaires répondent : « Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent mutuellement, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celles des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale. »

A plus de cinquante ans de distance, ce texte semble avoir été écrit pour les communistes dégénérés d'aujourd'hui. Non, le pacte Scheel-Gromyko ne prépare pas la paix, mais la guerre. En effet, l'autarcie économique russe était un facteur de stabilité et elle ne saurait survivre à l'introduction massive de capital occidental, même si elle apporte une détente momentanée sur le marché des capitaux. Chaque fois que la bourgeoisie résoud une crise, c'est pour jeter les bases d'une crise plus profonde encore. « Solution » pour la R.F.A., le traité risque fort de léser la D.D.R. dont les échanges avec la Russie ne peuvent que souffrir de la concurrence de sa « sœur » occidentale jusqu'à provoquer des troubles sociaux analogues à ceux de Berlin en 1953. Or les Allemands constituent un des foyers potentiels de la troisième guerre impérialiste, plus virulent sans doute que le Viet-Nam ou le Moyen Orient.

« L'IMPERIALISME EST LE PRELUDE DE LA REVOLUTION SOCIALE DU PROLETARIAT »

(Lénine)

Deux ans après Prague, les chors russes reculent devant le capital allemand. Les révolutionnaires ne peuvent que se réjouir devant ce nouveau pacte de brigands : si le capital ne connaît pas de frontières, fussent-elles celles du rideau de fer, la lutte du prolétariat n'en connaît pas davantage. Ce nouvel accord germano-soviétique contribuera à ouvrir les yeux du prolétariat sur la réalité du pseudo-socialisme russe. En accélérant les échanges, il unifiera les conditions d'exploitation du prolétariat. Aussi reprendrons-nous bien haut

à notre compte ce passage du "discours sur le libre-échange" de Marx, que "Le Monde" citait récemment avec opportunité : « Le système » protectionniste est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et » pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système » de liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement » dans ce sens révolutionnaire, » messieurs, que je vote en faveur » du libre-échange. »

Les lecteurs d'AIX-EN-PROVENCE, ANGERS, ARLES, BORDEAUX, BOURG - EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, STRASBOURG, TOULON, désirent prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETARIERE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra. Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.